

Une conversation avec M. Christian Rakovsky, ambassadeur de l'URSS à Paris

Christian Rakovsky

Source : « L'Europe Nouvelle », n°407, 5 décembre 1925 pp. 1627-1629. Notes MIA.

M. Christian Rakovsky fut le premier à discuter avec des représentants du gouvernement français, à Londres puis à Paris, la reprise des relations entre l'Union des Républiques soviétiques et la France. Il avait alors su persuader, il avait abouti. Sa nomination à l'ambassade de Paris semble donc un favorable augure pour l'avenir de ces négociations qui traînent depuis longtemps entre la France et la Russie.

Le nouvel ambassadeur semble sentir la nécessité d'un accord rapide. Les réponses très précises qu'il a bien voulu faire aux questions que je lui ai posées et dont il a tenu à revoir lui-même le texte confirment cette impression.

Il me les a faites d'une voix lente, aux notes musicales, avec ce léger accent slave qui prête tant de charme à ses propos. Un sourire détendait parfois l'arc serré de sa bouche, éclairait le masque énergique au grand front dénudé où sous la ligne droite des sourcils rapprochés veille, vigilant, le regard gris de fer.

— *Monsieur l'Ambassadeur, votre nomination à Paris est-elle considérée comme l'inauguration d'une phase nouvelle dans les relations franco-russes ?*

— Comme mon ami [Krassine](#), je compte suivre, vis-à-vis de la France, une même politique de sincère amitié et de rapprochement, qui est la politique de mon Gouvernement.

Connaissant votre pays où j'ai vécu si longtemps et où je compte tant d'amis, je réussirai peut-être à faire quelques pas en avant dans l'œuvre commencée par mon prédécesseur. Je ne sais si je me fais des illusions, mais comme l'a si bien dit [M. de Monzie](#) dans son discours, à l'occasion de l'anniversaire de la reconnaissance : « *Le problème du rapprochement franco-russe, c'est aussi un problème de psychologie* ». Je crois connaître la psychologie de la France ; maintenant il s'agit de savoir si je réussirai à faire comprendre la psychologie de notre pays qu'on ignore du tout au tout.

Les idées qu'on s'est faites sur notre régime ont été déformées, non seulement par les événements qui se sont passés depuis huit ans et par l'absence de relations diplomatiques jusqu'à l'année dernière¹, mais encore par l'influence de nos adversaires politiques russes, de ceux que nous appelons les blancs, par leur influence personnelle qui est considérable et par l'influence de leur presse qui est puissamment organisée. C'est à travers ce prisme que parvenaient à l'opinion publique française les renseignements concernant l'Union des Soviets. Vous pouvez vous imaginer quelles idées on se faisait de la France révolutionnaire à l'étranger, à l'époque où la principale source d'informations était l'émigration de Coblenze ou l'émigration française monarchiste en Angleterre. Si on revient à la littérature de cette époque éditée à l'étranger et concernant la France, surtout si on rappelle les

1 La reconnaissance *de jure* de l'URSS par la France est survenue le 28 octobre 1924.

pamphlets qui furent lancés à profusion de l'autre côté de la Manche contre la France, on trouverait beaucoup d'analogie entre nos conditions actuelles et les temps que vous avez vécus il y a plus d'un siècle.

— *Avez-vous l'intention de faire de nouvelles propositions concernant la question des dettes ? Voulez-vous énumérer les phases qu'a traversées cette question depuis un an, c'est-à-dire depuis l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays ?*

— Avant de faire de nouvelles propositions, il faut connaître quelle partie des propositions de M. Krassine a été considérée comme inacceptable et pour quels motifs.

Il y a négociations quand les deux côtés restent deux parties opposées manœuvrant l'une contre l'autre, comme devant un tribunal ; il y a aussi des négociations qui sont en même temps une collaboration, c'est-à-dire quand les deux côtés se suggèrent mutuellement des solutions et cherchent ainsi à rapprocher leurs points de vue. Ce sont les négociations de cette seconde catégorie que nous voulons reprendre bientôt.

La crise ministérielle, le voyage de MM. [Briand](#) et Berthelot² à Londres, ont quelque peu retardé la présentation de mes lettres de créance à M. le Président de la République. Mais la chose est imminente, nous pouvons donc nous mettre au travail.

Évidemment, dans l'intérêt des négociations qui vont suivre et par une déférence naturelle pour votre gouvernement, je suis tenu à la discrétion la plus absolue. Mais sur le problème lui-même des dettes, je puis vous donner les renseignements que vous voulez.

— *Comment envisagez-vous ce problème ?*

— Tout d'abord, nous n'en avons jamais nié l'existence. Il est très nécessaire de l'affirmer, car on s' imagine volontiers que nous cherchons, par toutes sortes de manœuvres, à éliminer le problème lui-même. Non. Ce problème existe et il faut le résoudre.

Nous avons manifesté notre volonté de le résoudre par une série de déclarations officielles : en commençant par notre réponse faite en 1919 à l'invitation qui nous a été lancée, à cette époque, par les alliés, de participer à la conférence de l'île des Princes³ ; en passant par la note de M. [Tchitchérine](#) de 1921 à l'occasion de la conférence des alliés à Bruxelles⁴, puis à Gênes et La Haye⁵ ; en finissant, enfin, par le traité conclu entre [M. Mac Donald](#) et moi à Londres, l'année dernière, où ce problème avait déjà trouvé une solution⁶.

2 Philippe Berthelot, (1866-1934), diplomate français, Conseiller d'État et Directeur des affaires politiques et commerciales du Ministère des Affaires étrangères dans les années 1920.

3 Îles des Princes » (Prinkipo ou Büyükada en turc), archipel turc dans la mer de Marmara, proche du Bosphore. En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles décida d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants à Prinkipo pour entamer, avec les représentants des puissances de l'Entente, des négociations en vue d'un accord de paix. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas de ses opposants, enterrant ainsi cette initiative.

4 La question du remboursement des anciennes dettes de la Russie avait été posée par la Conférence de Bruxelles qui s'était tenue du 6 au 8 octobre 1921 et à laquelle avaient pris part les représentants de 19 États. La déclaration du gouvernement soviétique sur la reconnaissance des dettes fut envoyée le 28 octobre aux gouvernements de Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et des États-Unis.

5 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit également à aucun résultat.

6 Il s'agit de la Conférence de Londres entre les représentants britanniques et la délégation soviétique (dirigée par Christian Rakovsky, alors Chargé d'Affaires à Londres) qui s'est tenue du 14 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-

Les négociations de M. Krassine sont une nouvelle preuve de notre bonne volonté. Mais le problème est complexe. Il faut tenir compte non seulement des prétentions, si légitimes qu'elles soient, des citoyens français, porteurs des titres de dette, mais aussi des changements profonds qui ont eu lieu dans notre propre pays. Il faut tenir compte des deux grandes révolutions que nous avons subies : celle de février et celle d'octobre 1917. L'annulation des dettes n'était pas une mesure communiste proprement dite, mais l'acte d'un gouvernement sorti de la révolution et qui renie les obligations d'un régime abhorré. Déjà en 1905, non seulement les partis socialistes en Russie (je parle ici de tous les partis socialistes), mais même des partis bourgeois comme le parti des constitutionnels démocrates – les cadets comme on les appelle – le parti de [M. Milioukov](#) dans son manifeste à Wibourg, ont prévenu les puissances européennes que tout emprunt qui serait fait au tsarisme russe serait considéré comme un acte d'inimitié vis-à-vis du peuple russe et ne serait pas payé par le gouvernement futur. Voilà le fait historique qu'on oublie.

Les paysans et les ouvriers russes écartés du pouvoir et même une partie de la bourgeoisie ont toujours considéré les emprunts accordés au gouvernement tsariste, non pas comme des moyens servant à relever économiquement la Russie, mais comme un concours accordé à un gouvernement pour se maintenir au pouvoir, pour entretenir son appareil bureaucratique, sa police, son armée, pour la construction de voies stratégiques, pour les armements, pour faire la guerre.

D'autre part, les événements depuis 1917 ont changé complètement la mentalité du paysan russe. Il se dit : « Avec mon sang, j'ai payé des dizaines de fois ce que le tsarisme devait aux puissances étrangères ; j'ai payé mon tribut pendant la guerre, j'ai payé mon tribut pendant l'intervention, j'ai payé mon tribut pendant la famine et les épidémies qui en ont été la conséquence, pourquoi après m'avoir ruiné au nom de ces dettes, vient-on me les demander de nouveau ? »

Pour convaincre notre classe paysanne, formant encore la majorité immense de la nation russe, qu'il est nécessaire de faire certains sacrifices, il faut lui montrer qu'elle-même tirera des avantages de ces sacrifices, et non seulement des avantages politiques, mais des avantages économiques. Voilà d'où vient la complexité du problème.

— *Et la question des biens nationalisés des industriels français ?*

— Il faut procéder par étapes. Si dès le début nous menons ces deux problèmes, ce serait risquer de ne résoudre ni l'un ni l'autre. Finissons-en donc avec la question des dettes qui, vous le reconnaissez tous, est la question la plus importante.

— *Mais y a-t-il des progrès réalisés avec les anciens propriétaires, y a-t-il des concessions en Russie accordées à des Français ?*

— Jusqu'à présent, on n'a accordé que des concessions sans grande importance, sauf ces tout derniers jours une concession importante, mais elle ne concerne pas les anciens propriétaires. Cependant, nous sommes en pourparlers avec plusieurs industriels français. Je mettrai toute mon énergie à accélérer ces pourparlers, de même que je ferai tout ce qui dépend de moi pour étendre le commerce et en général les relations économiques entre les deux pays.

Nous considérons les relations économiques comme la base même du rapprochement politique. Les industriels et les commerçants français peuvent compter sur mon concours le plus assidu.

— *On a beaucoup parlé ces derniers temps de l'attitude de l'Union des Soviets vis-à-vis des accords de Locarno⁷.*

⁷ Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais il ne fut jamais ratifié suite à la chute du gouvernement travailliste.

— Notre devoir élémentaire est de chercher à déterminer ce qui, dans la politique des autres puissances, peut cacher des dangers pour nous. On a prononcé le mot de l'isolement de l'Union, et ce mot a été prononcé pour la première fois, non pas même dans notre presse, mais dans la presse étrangère. Sous un certain rapport, nous nous sommes toujours considérés comme un pays isolé. Le fait même que nous sommes un État socialiste sorti d'une grande révolution, établi dans une lutte âpre contre toute la coalition européenne, détermine un isolement politique et social. La France de 1793, permettez-moi de revenir encore aux exemples de votre histoire, était aussi isolée.

Mais quand on parle de la pacification de l'Europe et quand on affirme que cette pacification ne peut pas se faire sans laisser au-dehors la plus grande puissance continentale, nous avons bien le devoir de chercher si la politique inaugurée à Locarno n'est pas dirigée contre nous. Je ne parle pas de la France, dont les intérêts vitaux politiques et nationaux ne se heurtent, en général, pas aux nôtres. Mais peut-on dire que toutes les puissances signataires des accords de Locarno ont les mêmes bonnes intentions et ces intentions elles-mêmes suffisent-elles ? N'y a-t-il pas, quand il s'agit de l'application de traités, des circonstances objectives, des situations géographiques ou autres dans les pays contractants que l'application de ces traités influencerait dans un certain sens peut-être tout à fait opposé à celui qu'on leur accordait ?

C'est pourquoi nous disons : voulez-vous qu'on vous croie, voulez-vous que ce qu'on appelle « l'esprit de Locarno » soit réalisé, voulez-vous que la pacification ne soit pas un mot de cérémonie protocolaire, mais une réalité ? Alors il faut conclure des accords avec la Russie. Tant que des différends entre l'union des Soviets et les autres puissances persisteront, on pourra toujours dire que, dans la solution de ces différends, on cherchera à se servir des instruments diplomatiques forgés à Locarno. Ce serait là nous mettre dans une situation d'inégalité, ce serait reformer contre nous la coalition de 1919, avec l'Allemagne en plus.

— *Mais pourquoi n'entrez-vous pas dans la Société des Nations ?*

— Nous avons expliqué déjà nos raisons. Nous sommes prêts à collaborer à toute œuvre de pacification de l'Europe : à des conférences économiques, à des conférences pour le désarmement, mais dans la Ligue elle-même nous ne pouvons pas entrer parce que nous serions là dans une situation d'inégalité frappante : un seul État socialiste, le seul et unique État socialiste, ayant en face de lui tous les autres États unis par une même conception économique et sociale. Ensuite, dans la Ligue, n'y a-t-il pas bien des États qui ne nous ont même pas reconnus jusqu'ici ?

— *Quelle est la situation économique actuelle de la Russie ?*

— Elle peut être caractérisée par quelques chiffres : cette année, nous avons eu une production agricole qui, après une correction faite ces dernières semaines sur l'évaluation de la récolte (corrections nécessitées par le fait qu'au moment du battage des céréales à cause des pluies une partie a été perdue), remonte au chiffre de 3.900.000 de pouds (60 pouds = 1 tonne), c'est un chiffre qui nous ramène à la production d'avant-guerre.

En ce qui concerne notre production industrielle, elle constitue aujourd'hui, en moyenne, 75 à 80 % de la production d'avant-guerre, et nous sommes sûr, au cours de cette année, de revenir au niveau d'avant-guerre. Ainsi, la période de reconstruction économique va être achevée et nous allons commencer un nouveau chapitre de notre histoire. Remarquez que ces résultats ont été atteints en quatre ans et qu'ils ont été atteints par nos propres moyens.

7 À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». L'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

Nous avons encore énormément à faire. Nous avons encore une tâche à réaliser : relever notre commerce au niveau d'avant-guerre. Parce que même l'année prochaine, si notre plan de commerce extérieur se réalise, il ne constituera que 50 % du commerce extérieur d'avant-guerre. Mais nous ne doutons pas un seul instant que cette tâche aussi sera accomplie. Nous sommes persuadés que de l'ancien empire des tsars qui a été au ban des États civilisés, nous allons faire un État modèle sous tous les rapports : économique, social, intellectuel.

Essayez donc de vous représenter l'aspect de ce pays immense : il possède des richesses naturelles inépuisables, il a une population de 140 millions d'habitants qui, tous les ans, augmente de 1 1/2 à 2 millions, enfin il existe une parfaite unité de vues entre le gouvernement et les masses ouvrières et paysannes. Nous avons, en outre, une expérience unique des choses économiques et politique et une force acquise de progrès par le fait même que nous sommes sortis victorieux de difficultés qu'aucun pays moderne n'a connues. Tout cela nous donne une certitude profonde dans la justesse et l'avenir de nos méthodes.

Ces dernières paroles ont été prononcées d'un ton grave, presque religieux. M. Rakovsky se tait. Et sur ses traits d'une si précise énergie passe je ne sais quel reflet de foi mystique.

Andrée Viollis.